

Nouvelles des Églises adventistes

- 2 Berne, Suisse – Réaction adventiste à la mort d'Oussama Ben Laden
- 2 Loma Linda, États-Unis – Distribution du courrier le samedi
- 3 Rio de Janeiro, Brésil – Don du sang et partage de l'espérance
- 3 ***Christianisme international***
New York, États-Unis – les méthodistes expriment leur repentir pour un massacre d'amérindiens

Œcuménisme

- 4 Nairobi, Kenya - Les religions et la protection de l'environnement
- 5 Paris, France – La nuit de l'ACAT, la nuit des veilleurs

Liberté religieuse

- 5 New York, États-Unis – Violations de la liberté religieuse en Égypte
- 6 Paris, France – Une laïcité respectée pour renforcer la cohésion nationale
- 7 Washington, États-Unis – Première femme pasteure baptiste nommée ambassadrice de la liberté religieuse internationale

Humanitaire

- 8 Toyko, Japon - Les religions s'unissent pour empêcher les suicides après la catastrophe

Service de presse adventiste

(Service de communication
adventiste francophone)

BP 100
30, avenue Émile-Zola
77193 Dammarie-lès-Lys Cedex,
France

Rédaction :

Tél. : 01 64 79 87 00

Fax : 01 64 79 87 19

E-Mail :

communications.ufb@adventiste.org

Les communiqués peuvent être
reproduits avec mention de la source
: BIA

Site web : www.adventiste.org

Directeur de publication

Jean-Paul BARQUON

Rédaction

Jean-Paul BARQUON

Correspondants

Dominik FRIKART

Émanuel LOPES

Michel MAYEUR

Christophe MICHEL

Secrétariat administration

Dina Lambert

Nouvelles des Églises adventistes

(EUD/BIA) – Dammarie-les-Lys, France
**Berne, Suisse – Réaction adventiste à la
mort d'Oussama Ben Laden**

Oussama Ben Laden est mort mais son décès n'est pas une réponse à la violence. La violence sera toujours la réponse à la violence. Le terrorisme doit non seulement cesser mais un véritable dialogue doit s'instaurer.

Il est important que les chrétiens expriment leur inquiétude sur la violence dans le contexte particulier du peuple de l'Islam. Ce serait une grande erreur pour les églises chrétiennes ou leurs représentants chrétiens de placer le terrorisme sur le même niveau que l'Islam. Le monde arabe évolue, pas à pas, pour atteindre les normes démocratiques. Les jeunes sont fatigués de la dictature, de l'oppression, de la répression et du manque de liberté et de droits civils.

Encouragés par les réseaux sociaux, les jeunes sont à la recherche de nouvelles routes, de nouveaux horizons, d'une nouvelle atmosphère mondiale. La majorité des jeunes rejettent la guerre, la douleur et la souffrance, et les conflits. La mort d'Oussama Ben Laden peut contribuer à accélérer un processus positif, si elle est gérée à bon escient, par les dirigeants mondiaux.

L'Église adventiste devrait soutenir ce processus, en mettant toutes ses ressources en œuvre afin de faciliter l'harmonie entre les religions et les personnes. « *Nous déplorons la violence sur la mort de Ben Laden et nous prions pour que la tragédie de la perte d'un être humain puisse aider beaucoup à comprendre que la violence n'est jamais une solution* », explique le pasteur Bruno Vertallier, président de la Division eurafricaine.

En tant que croyants, nous prions le Saint-Esprit de nous guider et de nous aider à manifester le caractère aimant de Jésus-Christ avec des gens convertis à d'autres religions. Ceci amènera la population mondiale à un réveil spirituel et à un renouvellement de l'esprit pour détruire la

stratégie de la terreur, de la guerre et des conflits.

(ANN/BIA) – Dammarie-les-Lys, France
**Loma Linda, États-Unis – Distribution du
courrier le samedi**

Les habitants de Loma Linda en Californie, habitués à recevoir le courrier du week-end le dimanche depuis quatre-vingts ans, le recevront désormais, le samedi.

Depuis le début des années 1930, la distribution du courrier par les autorités fédérales était effectuée le dimanche au lieu du samedi, par courtoisie envers la communauté (en grande partie adventiste du septième jour), soit environ 20 000 habitants. Les responsables de la Poste ont annoncé que cette pratique devait disparaître, car l'agence essaie de réduire son déficit.

D'après Dan Mesa, receveur des postes par intérim, la réaction a été positive dans l'ensemble. « *J'ai reçu quelques plaintes, mais également beaucoup de compliments* » a-t-il précisé.

Les responsables de la Poste ont rapporté que ce changement permettra d'avoir une distribution du courrier plus opportune et de réduire les dépenses, puisque l'agence doit payer une prime salariale aux postiers du dimanche.

La porte-parole de la Poste, Eva Jackson, a déclaré qu'avec ce changement, les lettres postées tardivement le vendredi n'attendront plus jusqu'au lundi pour être traitées, puisque les employés de Loma Linda ont le samedi comme jour de congé alors qu'ailleurs c'est le dimanche.

Un jour de délai peut représenter une grande différence pour certains courriers urgents, tels que les pensions alimentaires et les allocations chômage.

Selon le maire de Loma Linda, Rhodes Rigsby, qui est également adventiste, ce changement n'est pas un problème. « *À mon avis, c'est bien d'avoir une distribution du courrier le dimanche, mais ce n'est pas nécessaire. Dans le monde entier, les adventistes reçoivent leur courrier le samedi sans en être offensés. Mais, je réalise à quel point les adventistes ont pu s'habituer à cela et qu'ils pourraient peut-être même déposer une pétition. Pour moi, les autorités de la ville sont catholiques, juives, bouddhistes, adventistes du septième jour, tout à la fois. Nous n'avons pas un gouvernement*

adventiste du septième jour ».

Dru Turner, habitante non-adventiste, a fait remarquer que ce changement aurait dû avoir lieu depuis longtemps.

« Je pense que cela aurait dû s'arrêter lorsque la ville s'est constituée en 1970. Je crois en la séparation de l'Église et de l'État. Je ne vois pas comment nous pouvons, en bonne conscience, demander à une agence fédérale de ne pas faire ce qui est fait dans les autres villes ».

La principale inquiétude pour certains est de savoir si ce changement entraînera la perte d'emploi pour les salariés, alors que la Cour d'appel de la 8^e tournée des États-Unis a jugé, au mois de mars, que les transporteurs adventistes pourraient être licenciés pour refus de travailler le samedi.

(ANN/BIA) – Dammarie-les-Lys, France

Rio de Janeiro, Brésil – Don du sang et partage de l'espérance

Le 7 avril, lors d'une fusillade dans une école publique au Brésil, un homme armé a ouvert le feu sur des élèves dans une salle de cours, à l'école de Tasso da Silveira, dans le quartier de Realengo, à l'ouest de Rio de Janeiro, tuant douze enfants et en blessant au moins onze autres avant de retourner l'arme contre lui. La communauté brésilienne est sous le choc de ce drame.

Les chrétiens adventistes de Rio ont souhaité partager un message d'espérance en encourageant leurs voisins endeuillés suite à cette fusillade. Les membres d'église ont ainsi distribué un million d'exemplaires du livre « *L'espérance existe toujours* » et les jeunes adventistes, de leur côté, ont donné leur sang au centre de transfusion sanguine de Rio de Janeiro pour les enfants blessés durant l'attaque.

Depuis, les autorités ont arrêté deux hommes au Brésil qui auraient vendu une arme au terroriste, a rapporté CNN. Le Ministère de la Justice a répondu en lançant une campagne volontaire de désarmement pour faire disparaître les armes de la rue.

Cette région n'est pas habituée à la violence à l'école et les questions de sécurité sont en train d'être soulevées.

Dans les jours qui ont suivi l'incident, les adventistes se sont rapprochés de leurs voisins pour prier et proposer un message

d'espérance dans la rue avec un pasteur adventiste local. Les membres d'église rapportent que leurs voisins se sont sentis affermis par cette démonstration de soutien.

Les membres de la famille et les amis des victimes qui ont participé aux enterrements durant le week-end ont également reçu un exemplaire du livre « *L'espérance existe toujours* ». En effet, ce livre est considéré par les chrétiens du Brésil, comme le livre à partager au cours de l'année 2011 dans un esprit missionnaire et de solidarité.

Christianisme international

(ENInews/BIA) – Dammarie-les-Lys, France

New York, États-Unis – les méthodistes expriment leur repentir pour un massacre d'amérindiens.

L'Église méthodiste unie (UMC) promet de financer un centre éducatif sur le site d'un massacre d'Amérindiens. Ce dernier avait été organisé par un pasteur méthodiste en 1864, dans l'Ouest des États-Unis.

Depuis son siège de New York, la commission générale pour l'unité chrétienne et les questions interreligieuses de l'UMC a annoncé un don de 50 000 dollars au National Park Service. Le but ? Développer un centre sur le site historique national du massacre de Sand Creek, situé près de Eads, dans le Colorado.

Ce don sera utilisé pour financer des recherches et d'autres programmes éducatifs. Cette donation est la dernière mesure en date par laquelle cette Église, qui compte 12 millions de fidèles, cherche à demander pardon pour les actes du colonel John Chivington, un pasteur méthodiste qui, le 29 novembre 1864, avait lancé une attaque contre les peuples Cheyenne et Arapaho sur les berges de la rivière Sand Creek. Quelque 165 personnes –pour la plupart des femmes, des enfants et des personnes âgées– avaient alors été tuées.

Suite au massacre, les Cheyennes et les Arapahos avaient abandonné toute prétention sur ce qui était alors appelé « territoire du Colorado ». « *Cet effort ne constitue qu'une étape dans un voyage très complexe et empreint d'émotion pour notre Église* », a récemment déclaré le pasteur Stephen Sidorak

Jr, secrétaire général de la commission générale pour l'unité chrétienne et les questions interreligieuses. « *Nous avons joué un rôle fâcheux dans l'histoire à l'égard des Amérindiens et cela fait longtemps déjà que nous aurions dû reconnaître nos responsabilités.* » Le pasteur Sidorak a fait savoir au correspondant du service de presse de ENInews que les peuples Cheyennes du Nord étaient aujourd'hui « *frappés par le fait que les animaux étaient revenus sur le site du massacre, une preuve de la guérison du terrain, une victoire de la vie sur la mort* ».

L'UMC prépare un « *acte de repentance à l'égard des autochtones* » formel pour la réunion de son organe directeur suprême, la Conférence générale de l'UMC prévue du 25 avril au 4 mai 2012 à Tampa, en Floride. Cet acte est, selon la commission générale, « *destinée à servir de reconnaissance des torts causés aux autochtones et à marquer le début d'un processus de guérison des relations entre les communautés amérindiennes et notre Église* ».

La Conférence générale de l'UMC de 1996 avait officiellement exprimé des regrets concernant le massacre de Sand Creek et avait présenté des excuses publiques pour les « *actes d'un méthodiste célèbre* ». En 2008, l'Église avait autorisé la donation au profit du Centre éducatif du massacre de Sand Creek. « *Le Centre éducatif permettra aux descendants, aux visiteurs et aux chercheurs d'étudier les causes et les conséquences de cette tragédie ainsi que son poids dans le monde d'aujourd'hui, dans l'espoir d'empêcher que des actes de cette nature ne se reproduisent à l'avenir* », a indiqué dans un communiqué Alexa Roberts, directrice du site historique national du massacre de Sand Creek.

Le pasteur Chivington aurait déclaré à l'époque: « *Que soit maudit tout homme qui sympathise avec les Indiens. Je suis venu pour tuer des Indiens et je crois bon et honorable d'utiliser tous les moyens que Dieu met à notre disposition pour les tuer* ». Presque vingt ans après les faits, il ne se repentait toujours pas, déclarant : « *Je ne renie pas Sand Creek.* » De tels actes et de telles paroles continuent de blesser, a déclaré le pasteur Sidorak, ajoutant : « *Nous ne résoudrons jamais la question de notre repentance si nous ne comprenons pas la profondeur des blessures historiques que nous avons infligées aux ancêtres autochtones et les blessures durables portées à leurs descendants.* »

OËcuménisme

(ENInews/BIA) – Dammarie-les-Lys, France
Nairobi, Kenya - Les religions et la protection de l'environnement

Les religions et les croyants jouent un rôle capital dans la protection de l'environnement et la limitation des effets des changements climatiques, selon le chef de l'Alliance des religions et de la conservation (ARC).

« *Les religions ne pourront jamais résoudre les questions scientifiques soulevées par les changements climatiques, mais elles ont la capacité de changer nos comportements. Je crois que nous pouvons le faire. Cela ne se produira pas rapidement, mais durablement* », a déclaré Martin Palmer, secrétaire général de l'ARC, au correspondant d'ENInews, à Nairobi. « *Nous constatons des effets très importants et, aujourd'hui, presque toutes les organisations religieuses tiennent un discours sur l'écologie. Elles plantent des arbres et parlent d'économies d'énergie. Elles remplissent une mission éducative auprès de leurs fidèles en ce qui concerne l'environnement.* »

M. Palmer a pris la parole au cours d'un atelier sur la religion et l'environnement, organisé par l'ARC dans les locaux de la Conférence des Églises de toute l'Afrique (CETA), à Nairobi. La conférence, intitulée « *Engagements religieux pour une planète vivante* », s'est tenue les 29 et 30 mars. Elle a rassemblé, parmi les différentes religions présentes en Afrique, des responsables chrétiens, musulmans et hindous qui se sont penchés sur la question de la gestion durable des terres et de l'eau, et plus particulièrement sur les forêts, l'alimentation, l'agriculture et l'éducation. Les délégués provenaient de 11 pays d'Afrique.

Martin Palmer a déclaré que les différentes religions avaient trouvé des façons d'expliquer aux communautés comment vivre en harmonie avec leur environnement de manière durable, sans détruire les habitats, ni les ressources vitales. « *Elles ont appris à vivre en équilibre avec la nature, à encourager les gens et à les inciter à agir concrètement* », a déclaré Martin Palmer, dont l'organisation, basée à Bath (Royaume-Uni), aide les groupes religieux à lancer des programmes de protection et de réhabilitation de l'environnement à long terme.

Le pasteur André Karamaga, secrétaire général de la CETA, a déclaré que, par le passé, les religions se souciaient de tous les

éléments de la nature, qu'il s'agisse des arbres, des montagnes ou des plans et cours d'eau. « *Personne n'aurait été choqué de voir nos prédécesseurs parler à ces éléments naturels. Cela voulait dire quelque chose en termes de coexistence harmonieuse ... Il nous faut redécouvrir cette harmonie entre l'homme et la nature* », a-t-il déclaré.

La diminution de la calotte glaciaire du Kilimandjaro a, par exemple, incité les paroissiens du Diocèse Nord de l'Église évangélique luthérienne de Tanzanie à mettre en place une politique de protection de l'environnement. « *La réduction du niveau des glaces a provoqué des questionnements. Les gens ont commencé par prier, puis ils ont décidé d'agir en plantant 8 millions d'arbres. Chaque année, ils en plantent 1,2 million. Tous les membres des Églises y participent* », a déclaré l'évêque Fredrick Shoo à la Conférence.

Chaque religion construit son plan d'action en fonction de ses points forts, selon l'ARC. Par exemple, les centres de retraite spirituelle sont à la recherche de sources de nourriture, les luthériens et les shintoïstes cherchent à comprendre leur impact sur les forêts, les sikhs se concentrent sur la pollution des eaux car c'est par ce biais que leurs terres souffrent, les juifs s'intéressent à l'agriculture soutenue par la communauté et les bouddhistes de Shanghai dépolluent la rivière.

(ACAT-France – BIA)

Paris, France – La nuit de l'ACAT, la nuit des veilleurs

Chaque année, la Journée de l'ONU de soutien aux victimes de la torture, (26 juin), l'ACAT-France (action des chrétiens pour l'abolition de la torture) et un grand nombre d'ACAT sur divers continents proposent aux chrétiens de toutes confessions de devenir veilleurs, en portant dans leurs prières ceux qui, partout dans le monde, sont torturés et de former ainsi une grande chaîne de prières mondiale. Cet événement œcuménique unique reste une action tout à la fois individuelle et collective.

Depuis sa fondation en 1974, la prière est au cœur de l'action des militants de l'ACAT. Les chrétiens qui y sont engagés ont à demeurer sans cesse plus disponibles à l'action de Dieu en eux. La prière ne coupe pas de l'action.

La sixième édition de la « Nuit des Veilleurs » internationale se tiendra dans la nuit du 25 au 26 juin 2011. Cette nuit des veilleurs se veut

une initiative symbolique où passe le souffle d'une espérance qui n'a rien de déraisonnable : celle d'un monde où la torture sera définitivement rayée de la carte du monde.

Pour le président de l'ACAT-France, François Walter, « *Les veilleurs pourront témoigner qu'ils ont vu le Christ aimant dans ce frère souffrant et à qui le Christ annonce sans relâche : Tu es unique au monde, tu as du prix à mes yeux et je t'aime. À chacune de ces personnes pour lesquelles nous intervenons, depuis toutes ces années, nous voulons leur dire que nous les aimons et que nous les respectons. Nous sommes porteurs d'universel.*

– *Des événements partout en France où des milliers de personnes manifesteront ensemble leur soutien aux victimes de la torture, pour un quart d'heure ou plus, de 20 heures à 8 heures du matin.*

– *S'inscrire, entre 20h et 8h du matin, pour un quart d'heure minimum. L'ACAT souhaite rendre visible dans le monde entier cette communauté de veilleurs qui veilleront sur ceux sur qui plus personne ne veille.*

– *Préparer sa veille grâce au site dédié.*

– *Retrouver les veillées organisées localement ou en proposer.*

Il peut paraître un peu étonnant d'avoir à s'inscrire pour prier, mais il est essentiel de pouvoir montrer la force des chrétiens rassemblés dans le monde pour prier. »

Liberté religieuse

(ENInews/BIA) – Dammarie-les-Lys, France

New York, États-Unis – Violations de la liberté religieuse en Égypte

En Égypte, la violence à l'encontre des minorités religieuses, notamment les chrétiens coptes, préoccupe une commission indépendante basée aux États-Unis. Elle vient d'ajouter le pays de l'ex-président Moubarak à la liste des États violant la liberté religieuse.

C'est une première. La commission américaine sur la liberté religieuse internationale (USCIRF), basée à Washington, recommande, dans son rapport du 28 avril, le classement de l'Égypte sur la liste gouvernementale des « *pays particulièrement préoccupants* » en matière de liberté religieuse.

Les pays présents sur cette liste sont ceux

« dont les pratiques sont les plus attentatoires à la liberté religieuse dans le monde et qui respectent le moins les droits de la personne », a déclaré Leonard Leo, directeur de l'USCIRF, lors de la publication de son rapport annuel. Leonard Leo a expliqué un tel classement par « plusieurs exemples de violations graves de la liberté religieuse, initiées ou tolérées par le gouvernement. Le nombre de ces violations, parmi lesquelles violences physiques et meurtres, perpétrées à l'encontre des coptes et d'autres minorités religieuses, a fortement augmenté depuis la parution du rapport annuel de 2010. » Il a ajouté que depuis la chute de l'ancien président Hosni Mubarak, au mois de février, « ces violences continuent avec la même vigueur, sans que le gouvernement ne traduise leurs auteurs en justice ». La liste des « pays particulièrement préoccupants » comprend, outre l'Égypte, l'Arabie Saoudite, la Chine, la Corée du Nord, l'Érythrée, l'Irak, l'Iran, le Myanmar, le Nigeria, l'Ouzbékistan, le Pakistan, le Soudan, le Turkménistan et le Vietnam.

Sur la liste des pays « à surveiller », le rapport mentionne d'autres États où les violations ne se font pas dans des proportions comparables à celles des pays « particulièrement préoccupants », mais qui nécessitent tout de même d'être surveillés de près : Afghanistan, Belarus, Cuba, Inde, Indonésie, Laos, Russie, Somalie, Tadjikistan, Turquie et Venezuela. Leonard Leo a indiqué que, parmi de nombreux pays cités, le problème de l'impunité devient « de plus en plus inquiétant ». « Lorsqu'ils sont confrontés à de violentes attaques contre des minorités religieuses, voire contre des personnes exprimant des opinions divergentes au sein des religions majoritaires, certains pays ne font rien du tout, ce qui met en péril la liberté religieuse tout autant que le ferait une répression directe de l'État », a-t-il déclaré. Le rapport de 2011 est dédié à Shahbaz Bhatti, ancien ministre pakistanais en charge des minorités, un catholique romain assassiné le 2 mars par des talibans.

(Presse ministère de l'intérieur/BIA) – Dammarie-les-Lys, France

Paris, France - Une laïcité respectée pour renforcer la cohésion nationale

Le 15 avril, le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration, Claude Guéant, a présenté aux représentants des principaux cultes de France

les mesures du gouvernement en faveur de la laïcité.

Il a rappelé l'importance du principe de laïcité qui est affirmé à l'article 1^{er} de la Constitution de 1958 et qui est l'un des principes organisateurs de notre société. Il a pris des décisions et des orientations nouvelles pour renforcer la cohésion nationale et ouvrir la perspective d'une France davantage rassemblée autour de ses valeurs fondamentales.

Les mesures annoncées consistent à mieux faire connaître la laïcité et son application dans la République, à réaffirmer le principe de neutralité du service public, et à garantir le libre-exercice du culte.

Mieux faire connaître la laïcité et son application dans la République

- par l'élaboration d'un code de la laïcité et de la liberté religieuse qui prendra la forme d'un recueil rassemblant les grands textes. Il sera disponible à la fin du mois de mai ;
- par la formation initiale et continue des fonctionnaires à la laïcité ;
- par son enseignement renforcé à l'école, dans le cadre de l'instruction civique ;
- par la désignation d'un réseau de « médiateurs » dans chaque ministère et la création de « correspondants laïcité » dans chaque préfecture qui seront les relais des élus locaux et des associations culturelles ;
- en renforçant la formation républicaine des ministres du culte, notamment des imams, et des aumôniers.

Réaffirmer le principe de neutralité du service public

- par le rappel des textes pertinents par voie d'instructions ministérielles pour l'organisation du service public (aucun menu religieux dans les cantines publiques, respect absolu de l'organisation du service public hospitalier face à l'expression de demandes religieuses incompatibles) ;
- un groupe de travail interministériel associant les cultes sera chargé, avant l'été, de clarifier les conditions d'application du principe de neutralité du service public et de proposer les mesures juridiques appropriées. Sont visés le statut des collaborateurs occasionnels du service public,

notamment dans l'enseignement public, ainsi que les organismes de droit privé du secteur médical, médico-social et social chargés d'une mission de service public.

Garantir et favoriser le libre-exercice du culte

- en instaurant une « conférence départementale de la liberté religieuse » rassemblant, sous l'égide des préfets, les élus locaux, les responsables des services publics ainsi que les représentants des cultes ;
- en confortant les services d'aumônerie à l'hôpital et en prison ;
- en rappelant les dispositifs fiscaux existants pour le financement du culte ;
- en garantissant l'abattage des animaux selon des rites religieux dans le respect des règles de sécurité sanitaire ;
- en respectant les liturgies de chaque culte, dans le respect de l'ordre public ;
- en rappelant les dispositifs existants dans le cadre de la loi de 1905 pour accompagner la construction de nouveaux lieux de culte (baux emphytéotiques, garanties d'emprunt, financement des parties culturelles...), tout en rappelant simultanément qu'aucun concours financier public n'est pas possible ;
- en mettant fin aux prières de rue à Paris et à Marseille, comme cela vient d'être fait à Nice.

Les représentants des différents cultes (catholique, orthodoxe, protestant, israélite, musulman, bouddhiste) étaient présents.

(ENInews/BIA) – Dammarie-les-Lys, France Washington, États-Unis – Première femme pasteure baptiste nommée ambassadrice de la liberté religieuse internationale

Une pasteure new-yorkaise va prochainement reprendre, au sein du gouvernement Obama, la charge consistant à surveiller la liberté religieuse dans le monde, poste resté longtemps vacant. Le Sénat des États-Unis vient de confirmer la nomination de la pasteure Suzan Johnson Cook.

À l'issue d'un processus de désignation long et controversé le 14 avril, un vote a permis à la pasteure Cook de devenir, à la fois, la première femme et la première Afro-américaine à ce poste, selon l'agence de

presse Religion News Service (RNS).

« *Je suis persuadée, en mon âme et conscience, que la liberté religieuse est un droit que chaque habitant du monde acquiert à la naissance, un fondement de la société civile, une clé de la sécurité internationale, et qu'elle doit toujours être un pilier de la politique étrangère des États-Unis* », a-t-elle déclaré.

La pasteure Cook s'est refusée à tout autre commentaire d'ici à sa prestation de serment. Elle avait déjà été désignée au mois de juin 2010, mais le processus avait été retardé au Sénat, avant d'expirer en décembre. En dépit d'inquiétudes fondées sur son manque d'expérience sur le plan diplomatique, elle a été désignée de nouveau, au mois de février et a été soumise à une seconde audience, fin mars.

En 2009, Suzan Johnson Cook, appelée également « Dr Sujay », a pris sa retraite de pasteure baptiste de la Christian Fellowship Church du Bronx, qu'elle avait fondée en 1996. Elle a été la première femme élue à la tête de l'influente Hampton University Minister's Conference, qui rassemble des pasteurs noirs. Pour appuyer, lors de ses entretiens, sa candidature au poste d'ambassadeur, elle s'est prévalu de ses voyages et de son travail dans le domaine interreligieux sur les cinq continents, ainsi que de son expérience en tant qu'aumônier de la police de New York.

La Commission des États-Unis sur la liberté religieuse internationale (USCIRF), un organisme indépendant, a salué, en la personne de Suzan Johnson Cook, le troisième ambassadeur de la liberté religieuse internationale. « *Nous avons hâte de la rencontrer et de collaborer afin d'atteindre notre but commun : promouvoir la liberté de religion ou de croyance dans le monde* », a déclaré Leonard Leo, président de l'USCIRF.

Lors de la seconde audition de la pasteure Cook devant le Comité des relations internationales du Sénat, Jim DeMint, sénateur républicain de Caroline du Sud, a affirmé que des « indices » laissent à penser qu'elle ne serait pas apte à accomplir ce travail, sans toutefois préciser lesquels. « *Pour moi, une personne à ce poste doit avoir la passion, le courage et l'audace requis pour s'occuper de cette question* », avait-t-il alors déclaré.

D'autres membres du comité ont, quant à eux, félicité la pasteure Cook pour sa « merveilleuse carrière », qualifiant le personnage de « militante énergique qui ne se laisse pas marcher sur les pieds. »

Humanitaire

(ENInewsHY/BIA) – Dammarie-les-Lys, France
Toyko, Japon - Les religions s'unissent pour empêcher les suicides après la catastrophe

À la suite du séisme et du tsunami du 11 mars, un réseau chrétien s'est uni à des organisations bouddhistes pour proposer des services aux personnes endeuillées afin de prévenir les suicides, a indiqué un réseau inter-églises japonais.

La Fédération bouddhiste de Sendai a mis en place –à travers le Conseil de liaison des associations religieuses de la préfecture de Miyagi– une cellule de conseil au sein du funérarium de Sendai, a déclaré le pasteur Naoya Kawakami, chef du Réseau de secours aux sinistrés de l'alliance chrétienne de Sendai. Il a ajouté qu'un service commémoratif commun était prévu.

Tout cela a pour but d'offrir des conseils sur le deuil et un soutien spirituel, des condoléances à celles et ceux dont les proches ont été tués ou sont portés disparus. « *Notre tâche principale est de présenter des condoléances pour les victimes non identifiées* », a déclaré M. Kawakami, pasteur d'une paroisse de l'Église unie du Christ du Japon à Sendai. « *Pour la mener à bien, il nous faut, en toute occasion, faire preuve de patience, de tolérance, d'amour et de sagesse. Priez pour nous afin que le pouvoir des Cieux soit avec nous.* »

Le 13 avril, le bilan s'établissait à 13 392 victimes, dont 8 190 dans la préfecture de Miyagi, tandis que 15 133 personnes, dont 8 025 dans la préfecture, étaient portées disparues. En outre, 59 806 bâtiments se sont complètement effondrés, a indiqué l'Agence nationale de police du Japon. Le projet de prévention des suicides du réseau a vu le jour suite à un avertissement lancé par des spécialistes du sujet, au nombre desquels Yasuyuki Shimizu, consultant auprès du gouvernement et directeur de Lifelink, un centre de soutien à but non lucratif de Tokyo.

« *Les études sur le suicide montrent que, lorsque quelqu'un est frappé par une mort soudaine, ses proches se sentent coupables* », a déclaré M. Kawakami. « *Elles nous enseignent que, dans ce cas, les condoléances sont le moyen le plus efficace pour prévenir ce sentiment, mais que si elles ne sont pas présentées, il arrive fréquemment que les gens mettent fin à leurs jours pour suivre le défunt dans la mort. Nous avons pris ce sujet au sérieux et avons commencé à chercher comment y remédier.* »

Selon lui, plusieurs groupes religieux doivent collaborer avec l'administration pour combattre ce problème, car « *le gouvernement ne peut pas apporter son soutien à telle ou telle religion, en vertu du principe de séparation des religions et de l'État prévu dans la Constitution japonaise.* »

Entre le 1^{er} et le 4 avril, environ 500 corps non identifiés ont été transportés de Sendai vers le Funérarium Mizue de Tokyo, où ils ont été incinérés. Des prêtres de la Fédération bouddhiste de Tokyo y ont dirigé les prières à la place des bonzes de Sendai, car les dégâts occasionnés par la catastrophe ont empêché la tenue de cérémonies funéraires dans cette ville.

Des chrétiens, invités par le biais du Conseil national chrétien du Japon, ont lu des passages de la Bible et prié devant un brûle-parfum placé à l'entrée principale du funérarium, en écoutant le sutra bouddhiste (lecture des Écritures) récité à l'occasion des funérailles, selon le blog de la Convention baptiste japonaise, l'une des Églises membres du Conseil.

D'autre part, la Fédération de Inochi No Denwa, une organisation chrétienne présente dans tout le pays qui assure une permanence téléphonique de soutien, a ouvert « *Inochi no Denwa Disaster Dial* », une ligne dédiée à l'accompagnement psychologique des victimes domiciliées dans les quatre préfectures du nord-ouest touchées par le séisme.

Commission paritaire
 Dépôt légal

1111 G 88583
 N° 79 – CAB – 019
 Préfecture de Seine-et-Marne

Abonnement
 d'un an

France 12 €
 Dom 13 €
 Tom 15 €
 CEE et Suisse 18 €

Règlement

Autres pays et abonnement en cours d'année :
 nous consulter.
 Au nom du « BIA »
 CCP – La Source 46 727 83 C